

LA RECONSTRUCTION pour 1955, Art. 3 : *Réparation des dommages de guerre* [25 mars 1955] (p. 1953); Etat D, ligne 3 : *Amendement de M. Coudray (Abattement pour usure normale)* (p. 1953); Art. 4 : *Loyers des constructions provisoires, achat de dommages par les communes, décret concernant les avances* (p. 1956); Art. 12 : *Constructions d'H.L.M. à Paris* (p. 1958); Art. 13 bis A : *Sa demande de disjonction (Logements inoccupés construits avec l'aide de l'Etat)* (p. 1959); Art. 18 : *Amendement de M. Coudray (Reclassement du personnel licencié)* (p. 1962); Art. 18 bis : *Achat de dommages de guerre* (p. 1963); — d'une proposition de loi relative à la législation sur les dommages de guerre, Art. 8 : *Indemnisation pour les fondations exceptionnelles nécessitées par l'état du sol ou les règles de l'urbanisme* [26 juillet 1955] (p. 4291); Art. 10 : *Mutation d'un bien sinistré et du droit à indemnité* (p. 4298). — Répond à une question orale : de M. Garet relative au Règlement des sinistrés mobiliers [18 novembre 1955] (p. 5856, 5857); — de M. Bouxom relative au relogement des familles expulsées [18 novembre 1955] (p. 5857). — Reste en fonction après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle [29 novembre 1955], la dissolution de l'Assemblée Nationale ayant été prononcée, en vertu de l'article 51 de la Constitution, par décret du 1<sup>er</sup> décembre 1955 (*J. O.* du 2 décembre 1955, p. 11675).

**DUCLOS (M. Jacques)**, Député de la Seine [6<sup>e</sup> Circonscription], (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé membre titulaire de la Commission des finances [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre

des mesures d'amnistie pour le 14 juillet, **n° 97**. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à porter la retraite des vieux travailleurs salariés au taux unique de 72.000 francs par an, **n° 108**. — Le 27 juillet 1951, une proposition de loi tendant à garantir et codifier la propriété foncière africaine en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, **n° 356**. — Le 10 août 1951, une proposition de loi tendant : 1<sup>o</sup> à instituer un abattement à la base égal au minimum vital pour l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (taxe proportionnelle et surtaxe progressive); 2<sup>o</sup> à atténuer, pour les petits et moyens revenus, la progressivité de la surtaxe, **n° 658**. — Le 11 août 1951, une proposition de loi tendant à instituer au Cameroun et au Togo des assemblées territoriales conformes à la Constitution, **n° 687**. — Le 11 août 1951, une proposition de loi tendant à instituer en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française des assemblées territoriales conformes à la Constitution, **n° 688**. — Le 18 septembre 1951, une proposition de loi tendant : 1<sup>o</sup> à accorder l'amnistie à tous les démocrates d'outre-mer condamnés en raison de leur participation à la lutte anticolonialiste de leur peuple; 2<sup>o</sup> à la cessation des poursuites envers tous les démocrates d'outre-mer emprisonnés préventivement ou poursuivis pour les mêmes motifs, **n° 1126**. — Le 18 septembre 1951, une proposition de loi tendant à porter la retraite des vieux travailleurs salariés au taux unique de 96.000 francs par an, **n° 1140**. — Le 13 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 16 janvier 1952 la date de paiement des impôts directs exigibles le 16 novembre 1951, **n° 1516**. — Le 6 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à respecter la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives, et à permettre la libre discussion des salaires entre employeurs et salariés dans la profession de la boulangerie, **n° 1861**. — Le 11 décembre 1951, une proposition de loi tendant à relever le plafond prévu à l'article 154 du Code général des impôts pour la déduction du salaire du conjoint de l'exploitant pour la détermination des bénéfices industriels et commerciaux et des bénéfices des professions non commerciales, **n° 1957**. — Le 14 décembre 1951, une proposition de loi tendant à abroger le

décret du 10 mai 1947 portant dissolution du Mouvement démocratique de rénovation malgache, n° 2029. — Le 17 janvier 1952, une proposition de loi tendant à fixer à 12 millions et 3 millions de francs le montant maximum du chiffre d'affaires permettant d'être admis au régime du forfait pour la fixation du bénéfice imposable à la taxe proportionnelle et à assouplir certaines dispositions du Code général des impôts relatives au régime du forfait, n° 2428. — Le 5 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour obtenir une baisse de prix sur tous les produits ayant subi des hausses depuis le mois d'octobre 1951, n° 2485. — Le 1<sup>er</sup> avril 1952, une proposition de loi tendant à réviser les mesures appliquées en 1952 aux contribuables soumis au régime du forfait en matière de taxe proportionnelle, n° 3146. — Le 16 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à la révision de l'article 90 de la Constitution fixant les formes dans lesquelles la révision constitutionnelle peut avoir lieu, n° 5116. — Le 14 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à réviser la Constitution en vue d'assurer le respect des principes inscrits dans son préambule et d'accentuer son caractère démocratique, n° 5288. — Le 18 février 1953, une proposition de loi tendant à obtenir une baisse réelle des prix par la suppression des taxes sur les produits de consommation courante, n° 5594. — Le 20 février 1953, une proposition de résolution tendant à désigner une commission parlementaire chargée d'enquêter sur les incidents survenus à Casablanca les 7 et 8 décembre 1952, n° 5633. — Le 18 mars 1953, une proposition de loi tendant à annuler les instructions ministérielles qui ont entraîné, pour 1953, une majoration sensible du montant des forfaits en matière de taxe proportionnelle sur les bénéfices industriels et commerciaux, n° 5918. — Le 21 mars 1953, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 80 (§ 1<sup>er</sup>) du Code pénal, n° 5979. — Le 12 mai 1953, une proposition de résolution tendant à la désignation par l'Assemblée Nationale, à la représentation proportionnelle des groupes, d'une Commission d'enquête chargée d'étudier les conditions dans lesquelles a pu s'établir pendant des années un trafic de piastres indochinoises, n° 6142. — Le 23 juin 1953, une proposition de loi tendant à accorder l'amnistie aux parlementaires malgaches

et aux patriotes malgaches poursuivis à l'occasion des événements de 1947, n° 6347. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant : 1° à porter l'allocation des vieux travailleurs salariés au taux unique de 120.000 francs par an ; 2° à majorer dans les mêmes proportions les pensions servies par la Sécurité sociale, n° 6796. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant : 1° à l'annulation de toutes sanctions, procédures disciplinaires et poursuites prises ou engagées à l'encontre des travailleurs ayant exercé leur droit constitutionnel de grève ; 2° à l'amnistie des travailleurs condamnés à des peines de prison ou d'amende pour avoir exercé leur droit constitutionnel de grève, n° 6801. — Le 6 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de réduire de 20 0/0 les tarifs de l'électricité, du gaz, de la S. N. C. F. (marchandises et voyageurs), de la Régie autonome des transports parisiens, des Compagnies locales et départementales de transports urbains, des P. T. T., ainsi que les prix des charbons, de l'essence, du tabac et des allumettes, n° 6802. — Le 20 novembre 1953, une proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 31 mars 1954 le délai ouvert au Parlement pour la ratification des décrets provisoirement en vigueur pris en application de l'article 7 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 portant redressement économique et financier, n° 7253. — Le 10 décembre 1953, une proposition de loi tendant à la suppression des privilèges fiscaux des grandes sociétés capitalistes et à l'augmentation des charges fiscales des bénéficiaires de l'économie de guerre, n° 7433. — Le 7 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement, à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet, à surseoir aux exécutions capitales et à prendre de larges mesures de libération en faveur des emprisonnés, des « éloignés » et des exilés des départements, territoires d'outre-mer, territoires associés, Tunisie et Maroc, n° 8825. — Le 10 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte de la baisse du prix du blé pour le calcul du prix du pain et à supprimer les taxes fiscales du circuit blé-farine-pain, n° 9120. — Le 7 octobre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un premier crédit de 2 milliards de francs afin de venir en aide

aux victimes du séisme qui a ravagé une partie de l'Algérie dans la nuit du 8 au 9 septembre 1954, n° 9272. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à réaliser plus de justice fiscale en faisant payer les riches, n° 10192. — Le 2 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer, à titre gratuit, trois millions de quintaux de blé à la Tunisie, à l'Algérie et au Maroc, n° 10239. — Le 29 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence les demandes de crédits nécessaires pour satisfaire les revendications des fonctionnaires et des travailleurs des services publics, n° 11052. — Le 5 juillet 1955, une proposition de loi tendant à assurer la sécurité du logement aux locataires des immeubles d'Etat, n° 11109. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à porter à trois semaines la durée du congé annuel payé dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture, n° 11517. — Le 30 octobre 1955, une proposition de loi tendant au rétablissement du scrutin proportionnel pour l'élection des députés, n° 11767. — Le 2 novembre 1955, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-519 du 9 mai 1951 relative à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale et à supprimer les apparentements, n° 11797. — Le 18 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à décider la révision des articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 20, 24, 90, 92, 98, 101 et 102 de la Constitution afin de supprimer l'existence du Conseil de la République, n° 11928.

### Interventions :

Est entendu sur la validation des élections du département de la Seine (4<sup>e</sup> circonscription) (Cas de M. Thorez) [20 juillet 1951] (p. 5999, 6000, 6001). — Dépose une demande d'interpellation sur les suites que comporte le programme de politique extérieure exposé à Tarbes par le Président de la République [6 novembre 1951] (p. 7663). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Son rappel au règlement (Temps de parole)* [16 novembre 1951] (p. 8163) : *Discussion générale (Ses observations sur l'importance des dépenses militaires, le coût de la guerre d'Indochine, les méfaits du pacte Atlantique, la guerre*

*de Corée, le plan d'agression américain, la reconstitution de la Wehrmacht, le caractère fasciste du Gouvernement)* (p. 8189 et suiv.) ; *Son ordre du jour blâmant le plan de fiscalité de M. René Mayer* (p. 8196, 8197) ; — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier ; Art. 2 : *Loi programmed'investissements prévue pour le charbon et l'acier* [11 décembre 1951] (p. 9021 et suiv.) ; — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Ses explications de vote sur la question de confiance pour la prise en considération du projet gouvernemental (Budget de l'armée sans cesse accru, la politique d'agression du bloc antisoviétique, le N. A. T. O. et la subordination de la France, le problème indochinois, l'attitude des partis R. P. F. et S. F. I. O.)* [3 janvier 1951] (p. 68 et suiv.). — Est entendu sur le procès-verbal : *Sa citation des paroles du Chancelier Adenauer* [19 février 1952] (p. 795, 796). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur la crise économique en 1949, le boom de la guerre de Corée, l'agitation du patronat français et de la synarchie, le sauvetage du franc et la baisse des prix, l'amnistie fiscale, la duperie de la baisse des prix, le prix des engrais, l'écart des prix agricoles et industriels, la politique réactionnaire en France et en Grèce, le fardeau des dépenses militaires trop lourdes, la paix à signer avec l'Allemagne)* [1<sup>er</sup> avril 1952] (p. 1672 et suiv.) ; Art. 7 : *Sa motion incidente tendant à abroger les décrets augmentant les prix de l'électricité, gaz, essence, tabac, postes etc.* [3 avril 1952] (p. 1827) ; Art. 43 : *Sa motion tendant à ne pas augmenter les forfaits en matière de taxe proportionnelle* [4 avril 1952] (p. 1919). — Sa demande d'interpellation déclarée irrecevable du fait de son emprisonnement [17 juin 1952] (p. 2957). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'arrestation du secrétaire général de la C. G. T. Alain Le Léap [21 octobre 1952] (p. 4264) ; — sur les conditions de l'arrestation de Guy Ducloné, Paul Laurent, Louis Baillot et Jean Meunier, dirigeants de l'Union de la jeunesse républicaine de France [21 octobre 1952] (p. 4264) ; — sur les conditions dans lesquelles Alain Le Léap, Guy Ducloné, Paul Laurent, Louis Baillot et Jean Meunier sont traduits devant la justice militaire [21 octobre 1952] (p. 4264) ; — sur la poli-

tique extérieure du Gouvernement [25 novembre 1952] (p. 5623). — Prend part : à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1953 ; Article additionnel : *Son amendement tendant à supprimer la pénalité de 10 0/0 pour retard de paiement des impôts et à supprimer les acomptes provisionnels* [21 décembre 1952] (p. 6916) ; — au débat sur l'investiture de M. le Président du Conseil désigné (M. René Mayer) : *Programme de M. Mayer (Ses observations sur la misère des salariés, les négociations entre MM. Vincent Auriol et Soustelle, la réforme de la Constitution, les méfaits du plan Marshall et la politique atlantique suivie depuis 1948, le général Ridgway, les cas de MM. Marty, Tillon et Slansky, le procès de Guy Ducloux, les interrogatoires de Louis Baillot, Jean Meunier, Alain Le Léap poursuivis pour trahison, l'arrestation d'Ali Yata secrétaire du parti communiste marocain, le réarmement de l'Allemagne)* [6 janvier 1953] (p. 12 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique monétaire du Gouvernement, les projets de dévaluation [24 janvier 1953] (p. 270). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès France) : *Ses observations sur la politique de marshallisation suivie depuis 1947, le changement éventuel de politique étrangère et la preuve de son impossibilité, la paix en Indochine et le programme du parti communiste* [4 juin 1953] (p. 2971 et suiv.) ; — à la discussion du projet de loi n° 6443 portant redressement économique et financier : *Son contre-projet portant taxation de la rémunération des dirigeants de sociétés à l'impôt de 34 0/0 et à la taxe proportionnelle de 10 0/0* [7 juillet 1953] (p. 3297). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique de liquidation de notre industrie aéronautique (Fermeture de la S. N. C. A. N., du Havre, licenciements à la S. N. C. A. S. E. chez Morane, chez Bréguet, et ailleurs) [6 octobre 1953] (p. 4015). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Son amendement tendant à l'examen du rapport Depreux sur l'amnistie pour faits de grève* [20 octobre 1953] (p. 4410). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Son ordre du jour condamnant la politique du Gouvernement en Indochine et demandant un traité de paix et d'amitié avec Ho Chi Minh* [27 octobre 1953]

(p. 4607). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat au Budget, une question relative aux contribuables soumis au régime de l'évaluation administrative [13 novembre 1953] (p. 5055, 5056). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (l'Europe de MM. Schuman et Le Bail voisine de celle du Chancelier Hitler, la création d'une Europe réactionnaire, les revendications allemandes, la platitude du Gouvernement français devant les U. S. A. et l'Allemagne)* [19 novembre 1953] (p. 5299 et suiv.) ; *Son ordre du jour condamnant la politique européenne du Gouvernement* [24 novembre 1953] (p. 5489) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) ; FINANCES, CHARGES COMMUNES : *Sa motion préjudicielle tendant au renvoi en Commission pour demander la hausse du traitement de base des fonctionnaires et un acompte mensuel de 7.000 francs pour ceux-ci* [11 décembre 1953] (p. 6506) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954, Article additionnel : *Son amendement relatif à l'imposition des stocks des sociétés* [13 décembre 1953] (p. 6746) ; — des interpellations sur l'appel en faveur du « cessez le feu » en Indochine : *Son ordre du jour invitant le Gouvernement à entreprendre immédiatement des pourparlers avec le Gouvernement de la République du Viet Nam en vue de l'établissement du « cessez le feu » en Indochine avant la conférence de Genève* [9 mars 1954] (p. 762). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine [4 mai 1954] (p. 2100). — Prend part : à la discussion au fond des interpellations sur la situation générale en Indochine : *Son ordre du jour avec demande de priorité (Pour un cessez le feu immédiat et général..., pour la prise en considération des propositions du Viet Minh..., contre l'envoi du contingent et la généralisation de la guerre)* [9 juin 1954] (p. 2873, 2874) ; — au débat : sur l'investiture de M. Mendès France, Président du Conseil désigné [17 juin 1954] (p. 3003) ; *Sa réplique au refus des voix communistes par M. Mendès-France : « C'est anti-constitutionnel »* (ibid.) ; — à la discussion d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Son ordre du jour (Respect des accords de Genève, solution pacifique du problème allemand)* [23 juillet 1954] (p. 3585) ; — du projet de loi relatif à l'équi-

libre financier, l'expansion économique et le progrès social (Pouvoirs spéciaux) : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Développement des ressources énergétiques, ajournement à octobre du problème des salaires, concentration capitaliste, détente internationale et ratification de la C. E. D.)* [10 août 1954] (p. 4027 et suiv.) ; — d'interpellation sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Son ordre du jour (« Opposition renouvelée » à toute renaissance du militarisme; Rejet des Accords de Londres; Recherche d'un accord à Quatre sur l'unité allemande; Poursuite des négociations à l'O. N. U. sur le désarmement)* [8 octobre 1954] (p. 4645) ; — des interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Son ordre du jour avec demande de priorité; Arrêt immédiat de la répression et rappel des troupes; Discussion nécessaire avec les « représentants qualifiés de l'ensemble de l'opinion publique algérienne »* [10 décembre 1954] (p. 6106) ; — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Echec de la C. E. D., mais rechute avec les Accords de Paris, déclarations passées contre le réarmement de l'Allemagne et son admission à l'O. T. A. N. (Maurice Schumann, Robert Schuman, P.-H. Teitgen, ordre du jour du 19 février 1952); Renonciation de Bonn à toute action offensive (Ambiguïtés), déclarations de révisionnistes allemands et du général Eisenhower, fatalité prétendue du réarmement allemand (Position russe alléguée — réponse), « guerre préventive » envisagée par le général Billotte et les U. S. A. (Controverse), limitations et contrôles illusoires (Déclarations du Ministre Oberländer), utilisation éventuelle de l'arme atomique (Déclarations de M. Anderson, du maréchal Montgomery et de M. Bevan); Possibilités juridiques et pratiques pour la France de s'opposer au réarmement allemand, responsabilités personnelles de M. Mendès-France, vanité des « négociations parallèles » envisagées par lui (Presse britannique), dénonciation annoncée des pactes franco- et anglo-soviétiques, opposition des sociaux-démocrates et de la jeunesse allemande, propositions constructives soviétiques touchant le contrôle des forces de police, engagements militaires britanniques et américains en Europe; Conséquence économique des Accords, question de la Sarre, « Alliance des marchands de canons franco-allemands » (Cas de la famille Adenauer, de F. Flick, etc.);*

*Propositions soviétiques touchant l'unité allemande et la sécurité européenne, question des élections libres (Exemples de Genève et du Viet Nam), position particulière du parti socialiste français, appel lancé par les socialistes allemands, pétitions et délégations populaires au Palais-Bourbon, évocation de la volonté populaire* [21 décembre 1954] (p. 6707 à 6715). — Dépose une demande d'interpellation : sur la ratification du pacte du Sud-ouest asiatique [31 janvier 1955] (p. 502); — sur le faux, contenant menaces et fac-similé de sa signature, parvenu aux sénateurs au moment de la ratification des accords de Paris [11 mars 1955] (p. 1318). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Suppression des zones d'abattement de salaires, fixation de la date de discussion de son interpellation sur des faux envoyés au Conseil de la République* [11 mars 1955] (p. 1319, 1320). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Son contre-projet (Réforme de la fiscalité; Impôt unique et progressif sur le revenu des personnes physiques)* [19 mars 1955] (p. 1737). — Est entendu sur la demande de fixation immédiate de la date de discussion de l'interpellation de Mme Galicier sur les salaires féminins : *Absence du Ministre intéressé* [24 mars 1955] (p. 1905). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Son contre-projet tendant à réaliser plus de justice fiscale en faisant payer les riches* [29 mars 1955] (p. 2077). — Dépose une demande d'interpellation sur l'interdiction du meeting sur l'Algérie [21 juin 1955] (p. 3168). — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents : *Non-inscription des textes faisant droit aux revendications des travailleurs; La situation en Algérie* [21 juin 1955] (p. 3169, 3170). — Prend part à la discussion du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Création par décret d'un tribunal militaire de cassation, situation au Maroc, statut de l'Algérie, problème agraire, les attaches locales de MM. Borgeaud et Blachette, répression et envoi d'un contingent en Algérie, camps de concentration, censure, rapport de M. Christian Pineau sur l'Algérie, condamnation du colonialisme, problème agraire, suppression des communes mixtes* [29 juillet 1955] (p. 4500 à 4506). — Dépose une demande d'interpellation : sur la dissolution du parti

communiste algérien, les rappelés et le maintien à l'armée du contingent libérable [6 octobre 1955] (p. 4802); la développe : *Mouvement national algérien, politique de M. Soustelle, gouvernement de « salut public » envisagé par le R.P.F., interdiction d'Alger républicain, opposition des élus du 2<sup>e</sup> collège, situation lamentable des travailleurs algériens, répression collective, réforme agraire, nécessité de négocier et d'abroger la loi sur l'état d'urgence, rappel des soldats envoyés en Afrique du Nord* [11 octobre 1955] (p. 5002 à 5010); *Son ordre du jour (Refus de la politique d'intégration, cessation des opérations militaires, abrogation de la loi sur l'état d'urgence, droit du peuple algérien à l'indépendance)* [13 octobre 1955] (p. 5101, 5102); *Ses explications de vote (Exactitude du reportage du Monde, négation du fait national algérien par le Gouvernement)* (p. 5111, 5112); *Ses explications de vote sur la question de confiance (Aspirations nationales de l'Algérie)* [19 octobre 1955] (p. 5138, 5139); — sur les mesures impopulaires envisagées par le Gouvernement comme devant être votées par l'Assemblée nationale issue des élections brusquées [25 octobre 1955] (p. 5247); *Est entendu sur la fixation immédiate de la date de discussion* [25 octobre 1955] (p. 5247, 5248); la développe : *Conséquences de la politique de cette législature, remilitarisation de l'Allemagne de l'Ouest, loi Barangé, guerre du Viet-Nam, politique en Afrique du Nord, éventualité d'impôts nouveaux et du rappel de classes, droit du peuple algérien à l'indépendance, expansion économique et profits capitalistes, salaires, situation des ouvriers agricoles, atteintes aux libertés municipales* [26 octobre 1955] (p. 5284 à 5288, 5292); *Est rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal (Referendum sarrois)* (p. 5300); *Attitude du parti communiste dans l'affaire sarroise* (p. 5309, 5310); *Son ordre du jour tendant à refuser la confiance au Gouvernement* (p. 5319); — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Motion préjudicielle de M. Caillavet (Réforme électorale préalable)* [30 octobre 1955] (p. 5387, 5388); *Echec de Léon Blum aux élections de 1928* (p. 5397); *Contre-projet de M. Caillavet (Scrutin d'arrondissement à deux tours, découpage automatique des circonscriptions) discours de M. Auriol du 2 août 1945 sur le scrutin d'arrondissement, manœuvre de M. Mendès-France* [31 octobre 1955] (p. 5430

et suiv.); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article prévoyant des élections anticipées (Apparementements et campagne « arrondissementière » ; Conditions du triomphe d'une majorité de gauche)* [2 novembre 1955] (p. 5475 à 5477). — de ce projet de loi en deuxième lecture : *contre-projet de M. Naegelen tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Scrutin uninominal à deux tours)* [9 novembre 1955] (p. 5611); *Ses explications de vote sur la question de confiance (Elections anticipées avec la loi de 1951 sans les apparementements) : Suppression des apparementements et élections anticipées, opération des arrondissementiers — triumvirat Mendès-France, Borgeaud, de Montalembert* [12 novembre 1955] (p. 5644, 5645); — du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 6 : *Son amendement (Elections en Algérie le même jour que dans la métropole, abrogation de la loi sur l'état d'urgence)* [15 novembre 1955] (p. 5693); — Est entendu sur la question de confiance posée contre les propositions de la conférence des présidents : *Politique de répression en Afrique du Nord; Scrutin d'arrondissement; Attitude des socialistes en cas de consultation électorale avec ce mode de représentation (Interrogation)* [29 novembre 1955] (p. 6048 à 6050).

#### **DUCOS (M. Hippolyte),** *Député de la Haute-Garonne (R.R.S.)*

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de l'éducation nationale [28 août 1951] (**F. n° 27**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé par la Commission de la défense nationale : membre titulaire de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (**F. n° 391**), [1<sup>er</sup> février 1955] (**F. n° 491**) et membre suppléant de cette Commission [3 mars 1955] (**F. n° 501**).